

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
31 janvier 2013  
n° 2264  
1,30 €

LGV l'obsession  
d'Alain Rousset

## Eusko

*Euskoa abiarazteko Biltzar Nagusia*  
Assemblée Générale de lancement  
de l'eusko

2013-01-26a, Uztaritzen  
le 26/01/2013 à Ustaritz



# Un formidable élan

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Suprefetaren eraso

**E**RREGULARKI etortzen da Fallou legea, ikastolen finantzatzea dagoenean jokoan. Orain, Patrick Dallenens Baionako suprefeta berriak beretarik egin du. Bere burua erakutsi behar zuen, terrenoa markatu, zakurrek pixa egiten duten bezala. Eta horretarako erabaki du, frantses jakobinoen gai kuttun bat hartzea: eskola laikoa, publiko eta frantsesa. Ikastola? Eskola pribatua. Beraz, eskola publikoak diru publikoarekin finantzatzen diren bezala, eskola pribatuak diru pribatuarekin. Hendaiaiko ikastolaren auzia da sua piztu duena, eta ez omen du baimenik ematen Hendaiaiko Herriko Etxeak ikastola berriaren eraikuntzan laguntzeko. Seaska kexu eta kezkatu agertu da, Ipar Euskal Herriko ikastolen %90 diru publikoaren laguntzari esker eraiki direla erranez. Miarritzeko Herriko Etxeak onartua du lizeoa eraikitzea Miarritzen, eta Max Brissonnek berak dio hori bidezkoa dela.

Betikoa. 90eko hamarkadan ere gisa bereko zerbait gertatu zen. Orduan Seaskaren, gizartearen eta hautetsien erantzunak eragin zuen suprefetak gibelera egitea. Orain ere, Dallenens jaunak lasaitu behar luke. Problema sortzen da hola mintzatzean, gero gibelera egitea zailago delako. Isilik egon balitz eta begiak

hetsi balitu, Hendaiaiko ikastola Herriko Etxearen diru laguntzarekin eraikiko zen. Orain, hala egingen balitz, nola egingen luke begiak hesteko eta isilik egoteko, sinesgarritasuna galdu nahi ez badu? Ez du beste erremediorik izanen, baina berriz ere behar gabeko soka-tira bat sortzen du Frantziako Estatuaren ordezkariak.

Dela Laborantza Ganbera, dela ikastola, ez daki herritarren gehiengoaren nahiaren arabera jokatzeko. Ez daki malgutasunez jokatzeko. Suprefetek ez dute ulertzen ez dezaketela zorrotasun horrekin ibili Euskal Herrian. Valls-ek Lurralde Elkargoari buruz erranak, Aurore Martinen aferak eta orain ikastolen kontrako buru-buztanik gabeko eraso horrek haserrea pizten du. Nola ez du, bada, piztuko? Ipar Euskal Herrian sekulan izan ez den kontsentsu zabalena dagoenean berezko egitura baten alde, errepresioaren kontra eta euskararen alde, Frantziako Gobernu ustez aurrerakoitik heldu zaizkigu aspaldiko erasorik gogorrenak.

Ez zaie, ez, burutik pasatuko, 153 urte dituen lege zaharkitu hori aldatzea egokiagoa dela, 2013an ikastolen eta euskararen kontra hola aritzea baino.

# Retour sur une année navarraise

**O**U'IL nous soit permis de revenir encore sur l'année écoulée. Si elle fut riche en événements pour Iparralde, il est un territoire où 2012 résonnait de toute autre manière: la Navarre. 500 ans que ce royaume, surgi des brumes du Haut Moyen Age, disparaissait sous les coups de boutoir de la Castille et de l'Aragon pour se fondre peu à peu dans le grand empire espagnol moderne. 2012 s'y voulait donc année du souvenir.

Or, si certains semblaient frappés d'amnésie ou de mémoire sélective, l'inattendu s'est produit. Le gouvernement foral de Navarre, dirigé par la très conservatrice et non moins anti-basque Yolanda Barcina, avait organisé une série de célébrations pour rappeler que, si conquête il y avait eu en 1512, elle avait permis à la Navarre d'intégrer l'ensemble ibérique pour former un puissant royaume au destin exceptionnel, l'Espagne. Un royaume d'abord chrétien, les commémorations de 1512 étant par ailleurs rattachées à celles concernant un événement plus ancien, la bataille de Las Navas de Tolosa, point d'inflexion de la Reconquista qui scellaient en 1212, le sort de l'Espagne musulmane. L'idée du gouvernement foral était de rappeler l'identité chrétienne de la Navarre et des Espagnes, très tôt unies dans la lutte contre l'islam, puisqu'à Las Navas, combattaient côte-à-côte et sous l'étendard de la croix, les souverains de Castille, d'Aragon et de Navarre. L'histoire servait encore et toujours de faire-valoir aux responsables politiques, de support idéologique. Colloques, ouvrages, cérémonies devaient en outre ponctuer l'année 2012. Tout était prêt pour le grand cinéma. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

Sur le plan scientifique d'abord. Des chercheurs, tout ce qu'il y a de plus sérieux et diplômés, docteurs en histoire, enseignants à l'Université publique de Navarre, responsables des Archives générales, et même professeurs dans la très conservatrice Universidad de Navarra tenue par l'Opus Dei, publient, tout au long de l'année et par le biais de la maison d'éditions Pamiela, des ouvrages documentés qui donnent la preuve que, si conquête militaire il y eût, la résistance fut tout aussi âpre et déterminée. Que si l'on assiste à une lutte dynastique pour le pouvoir, il existe un peuple qui refuse ma-

juritiquement l'occupation castillane, qui se soulève dans les villes, qui meurt dans les cachots, qui refuse de se dire Espagnol et qui clame sa fidélité, non seulement aux rois de Navarre déçus, mais aussi à un territoire particulier et à un mode de vie fondé sur les fueros, les lois ancestrales compilées au XIII<sup>e</sup> siècle. La description minutieuse des réformes gouvernementales engagées par les rois, de la diplomatie internationale déployée, donnent enfin un relief inédit à l'Etat navarrais, une existence concrète qui n'avait jusqu'alors jamais été touchée du doigt par les chercheurs. La preuve qu'un Etat non-Espagnol avait vécu et résisté dans les Pyrénées. L'idée d'union naturelle des Espagnes en prenait un coup...

Puis vient un deuxième grain de sable: le peu d'écho populaire et médiatique des célébrations officielles. Froides, désincarnées, boudées par le public, elles ont été littéralement submergées par un mouvement inattendu, la vague "*Nafarroa Bizirik*". Cette association, certes marquée par l'empreinte de la gauche abertzale et coutumière d'une relecture rapide de l'histoire, a été capable de réveiller une ferveur inédite. S'emparant du chant de Bizardunak, un groupe punk-rock navarro-irlandais aussi sauvage que populaire, elle parvient à réunir des milliers de Navarrais dans les rues de Pampelune pour un lipdub festif qui revendique, dans toute sa diversité, une Navarre bien vivante. Succès immédiat sur le net. Même la Basse-Navarre, petite-sœur séparée de Pampelune en 1527 et qui officiellement n'existe plus depuis 1790, répond au cours de l'automne au lipdub de Pampelune par une journée de "*déconquête collective*" dans les rues pluvieuses de Saint-Palais. Chanteurs, danseurs, artistes rappellent que les deux Navarres ne font qu'une et que l'âme navarraise, si souvent chantée par les bertsolari et les poètes n'est pas morte, car les braises de cette nation en devenir, fauchée trop tôt dans l'histoire, couvent toujours sous les neiges d'Ibañeta...

D'aucuns objecteront que la revendication navarraise est vieillotte voire anachronique, qu'il ne s'agit là que de réminiscences d'un orgueil perdu entretenu par une histoire relue de manière biaisée,



CETTE SEMAINE  
**TARTARO**  
S'EST ÉTONNÉ

# Le drapeau de la discorde

● David Lannes

**O**N aurait presque envie d'en sourire: Belfast est secouée depuis presque deux mois par de violentes émeutes loyalistes pour une simple querelle de drapeau! En décidant le 3 décembre de ne plus hisser quotidiennement l'Union Jack sur le fronton de la mairie, le conseil municipal de Belfast a mis le feu aux poudres. Les républicains du Sinn Fein, les nationalistes du SDLP et le parti Alliance (neutre) ont approuvé une résolution proposant de ne hisser le drapeau britannique que quelques jours par an. D'un point de vue technique, il ne s'agit que d'un alignement sur la plupart des édifices gouvernementaux qui ne hissent le drapeau britannique que 17 jours par an. D'un point de vue politique, cette résolution était un compromis proposé par le parti Alliance afin de concilier la volonté du Sinn Fein de supprimer complètement ce drapeau et celle des Unionistes de le maintenir tous les jours. Pourtant, dès la fin du conseil municipal, des centaines de manifestants unionistes se sont affrontés aux forces de l'ordre, et la tension n'est pas retombée depuis.

## Un tour sectaire

C'est le parti Alliance qui s'est initialement attiré les foudres des émeutiers. Certes, ce sont les élus de cette formation non confessionnelle qui ont fait pencher la balance lors du vote du 3 décembre, mais le ressentiment loyaliste à leur égard a d'autres explications. En effet, la députée Naomi Long d'Alliance a fait chuter Peter Robinson, premier ministre d'Irlande du Nord et leader du parti unioniste DUP, lors des législatives de 2010. Les Unionistes entendent bien récupérer ce siège et tentent pour cela de discréditer Alliance par tous les moyens. A l'approche du vote sur les drapeaux, ils avaient distribué 40.000 tracts assez explicites, sur lesquels on pouvait par exemple lire: «*nous ne voulons pas que notre drapeau soit arraché de l'Hôtel de Ville. Nous ne pouvons pas laisser [Alliance] faire de Belfast une maison inhospitalière pour les Unionistes*». L'explosion de colère suivant le vote a donc moins surpris que son ampleur: plus de 100 arrestations, des douzaines de policiers blessés, des dizaines de millions de livres de dégâts, et des émeutiers qui échappent à tout contrôle...

A l'heure actuelle, les violences ont pris un tour sectaire et certains dirigeants unionistes regrettent d'avoir joué aux apprentis sorciers. D'autres, par contre, l'assument. Ruth Patterson du DUP accuse ainsi le Sinn Fein de comploter à saper l'Unionisme par «*dilution*». De son côté, les Républicains se veulent rassurants: «*les déclarations de politiciens unionistes craignant "une attaque contre tout ce qui est britannique" sont un dangereux mensonge. Le Nord n'est plus un fief unioniste et doit refléter les caractères Irlandais et Britannique avec une égalité de traitement comme prévu par les accords de Vendredi Saint*». Cela ne suffit pas, loin s'en faut, à dissiper le malaise unioniste dont les dirigeants n'ont qu'assez mollement condamné les émeutes. Et les paramilitaires de l'UDA et de l'UVF? Si l'UDA a demandé à ses membres de ne pas y participer, «*il n'y a absolument aucun doute que cette violence a été orchestrée par l'UVF*», pour reprendre les termes de la police nord-irlandaise.



## L'Irlande du Nord n'est plus un Etat orange

Cependant, ni les politiques ni les paramilitaires ne peuvent prétendre contrôler complètement ce mouvement de protestation qui est une conséquence inquiétante mais prévisible de la dépolitisation des couches populaires protestantes. L'Unionisme peine aujourd'hui à répondre aux accusations de ses adversaires qui le taxent régulièrement de tribalisme. Ce fut par exemple le cas lors des parades sectaires qui marquent le centenaire de l'Ulster Covenant de 1912 (un pacte unioniste opposé à la création d'un parlement irlandais à Dublin). Et c'est encore le cas aujourd'hui avec la formation d'un «*forum unioniste*» avec la participation de Peter Robinson pour répondre à la crise actuelle. Pour le parti Alliance, «*quelqu'un devrait rappeler à Peter Robinson qu'il est le premier ministre de l'Irlande du Nord et pas seulement de l'unionisme. [...] Cette forme tribale de politique ne fera qu'accroître les divisions et n'aidera pas à construire un futur partagé*». Et de rajouter: «*l'Unionisme doit affronter la réalité que le nord a changé et continuera à changer*».

C'est justement ce changement que symbolise le retrait du drapeau britannique du balcon de l'hôtel de ville pour la première fois depuis 1906, et qui désorientait la base unioniste. Pour rajouter à son désarroi, les résultats du recensement de 2011 viennent d'être rendus publics: pour la première fois, l'Irlande du Nord n'est plus un «*Etat orange*». Si la population catholique ou d'éducation catholique augmente légèrement de 44 % à 45% par rapport à 2001, la population protestante ou d'éducation protestante chute de 53% à 48%, passant pour la première fois sous la barre des 50%. Autre renseignement intéressant, 40% de la population se sent uniquement britannique, 25% uniquement irlandaise, et 21% uniquement nord-irlandaise. Ces chiffres donnent lieu à bien des exégèses, mais le Sinn Fein s'est senti pousser des ailes et a annoncé son intention d'organiser un référendum de souveraineté («*Border poll*»). Une telle consultation est prévue par les accords de Vendredi Saint, au terme d'un délai minimal de 15 ans après leur signature en 1998; elle pourrait donc se tenir cette année! Le Sinn Fein y voit un moyen d'en finir avec «*les conséquences adverses de la partition*» et promet que «*dans une Irlande unie, les droits de ceux qui se considèrent comme britanniques ne seront pas affectés*». Pour autant, est-ce vraiment là une initiative susceptible d'apaiser les craintes d'une base unioniste désorientée?

●●● qu'un évêque polonais ait été condamné à six mois de prison avec sursis et quatre ans de suspension de permis pour avoir conduit en état d'ébriété et percuté un poteau électrique. Il était à la recherche de la lumière divine.

●●● que le prince Harry se vante d'avoir tué des talibans pendant les quatre mois qu'il a servi en Afghanistan comme pilote d'hélicoptère de combat. Il n'y a pas si longtemps il s'amusait à tirer des oiseaux dans une réserve ornithologique. Harry est un vrai prince de sang.

●●● pas tant que ça non plus que, pendant vingt ans, des dirigeants du PP se soient attribués, au black, 5 à 15.000 € par mois, histoire d'éviter de broyer du noir en fin de mois. Le PP, c'est le Parti du Pèze.

●●● que, d'après *Médiapart*, Sarko bataille pour créer, à Londres, un fonds d'investissement au capital d'un milliard. Qui a dit qu'il ne s'intéressait pas aux livres?

●●● qu'après l'accord Bildu/Psoe à la mairie de Donostia, c'est au tour du PNV et du PP de s'entendre sur le budget 2013 de la Biscaye. Au Sud, ils perdent parfois le Nord.

●●● que Max Brisson place sa candidature à la mairie de Biarritz sous l'égide du «*mousquetaire*» Jean Borotra, «*prince du fair-play*». Prince du fair-play peut-être, collabo et fidèle de Pétain, assurément.



# LGV l'obsession d'Alain Rousset

*Rendre les projets de lignes ferroviaires à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Hendaye (GPSO) inéluctables est devenu une obsession chez*

*Alain Rousset, le président de la Région Aquitaine.*

*Récemment, il a fait voter par le Conseil régional un budget supplémentaire de plus de 11 millions d'euros pour permettre la poursuite des études, et surtout l'acquisition à l'amiable du foncier nécessaire à la construction des deux lignes. Cette disposition représente un grand danger pour les impactés de la LGV, notamment les plus vulnérables.*

*Pantxo Tellier, auteur avec Pierre Récarte, du livre "Les rails de la déraison", réquisitoire implacable contre le gaspillage occasionné par les grands projets inutiles, nous donne son point de vue.*

**E** NBATA: Comment expliquez-vous le forcing fait par RFF, le président de Région et le préfet d'Aquitaine pour tenter d'imposer une enquête d'utilité publique dès 2013?

**Pantxo Tellier:** Les bases de l'édifice que voulaient mettre en place Alain Rousset, RFF et le BTP ont été ébranlées une première fois par Nathalie Kozciusko-Morizet, qui, après les conclusions des assises du ferroviaire, fin 2011, a été contrainte de remettre en cause le SNIT — Schéma National des Infrastructures de Transports — qui prévoyait 145 milliards d'euros de dépenses, soit 55,6 %, des dépenses totales prévues dans le SNIT dont

103 milliards consacrés aux investissements de développement ferroviaire, soit 62,2 % des investissements concernant le domaine du fer et 39,5 % des investissements totaux. Lors de la campagne de François Hollande, Roland Ries, le Monsieur Transports de Hollande, mettait lui aussi en avant les conclusions des Assises. Quant au ministre en place (spécialiste de la mer) prêtant une oreille attentive aux conclusions des assises, il met en place la commission "mobilité 21" chargée de trier, hiérarchiser, et mettre en perspective les grandes infrastructures. Localement, la remise en cause justifiée des GPSO par nombre d'élus et d'associations a continué à ébranler le projet dont la preuve de l'inutilité, à l'instar de l'A 65, est avérée.

Certaines collectivités territoriales ont menacé de cesser le cofinancement de la Tours-Bordeaux si la suite des GPSO n'était pas assurée. Rousset s'est engagé à suppléer d'éventuelles défaillances, mais il mettrait alors gravement en danger la situation financière de la Région Aquitaine qui ne pourrait pas assumer ses engagements. Pour moi, il s'agit plutôt d'une prise de conscience de ces collectivités qui vont être appelées à cofinancer massivement cette poursuite, alors qu'elles ont de plus en plus de mal à assumer leurs engagements sur la Tours-Bordeaux. Nombre d'entre elles ont déjà annoncé qu'elles ne financeraient pas les GPSO ce qui leur permettrait, si le projet ne se faisait pas faute de financement, de se débarrasser des encombrants engagements sur le tronçon Tours-Bordeaux liés à la poursuite du projet. C'est le cas, notamment, de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour. Cette prise de conscience tardive devient une véritable menace pour M. Rousset qui n'a de cesse de rassembler ses troupes (on entend de plus en plus de voix discordantes) et met en place des

**"La grande vitesse ne profite qu'à 8% des usagers du train et avec l'augmentation programmée des prix du billet, cette frange va s'effriter ce qui rendra le billet encore plus cher à moins que le contribuable ne mette un peu plus la main à la poche."**

stratagèmes, dont l'enquête d'utilité publique, destinés à rendre le projet inéluctable.

**Enb.: Manifestement l'observatoire mis en place est court-circuité, pour quelles raisons?**

**P. T.:** On a bien senti, dès le départ que ce dispositif dérangeait la Région qui «s'opposera catégoriquement à tout moratoire sur les études ou enquête d'utilité publique», RFF dont l'objectif restait inchangé: «commencer les travaux avant fin 2017», ainsi que les pro-LGV, notamment la CCI, avec comme slogan «développons l'offre, cela stimulera la demande». Aucune leçon n'a été tirée du "métro basque", ni de la bulle immobilière aux USA ou plus près de nous en Espagne. Les premières séances consacrées à la mise en place du dispositif ont clairement établi ses limites, on ne parle pas de la ligne existante et de sa capacité, on ne remet pas en cause le projet. Puis est venu le tour de la critique de l'étude CITEC, mais on n'est pas allé plus loin dans l'analyse et la collecte d'informations car les chiffres deviennent de plus en plus parlants malgré les limites imposées. Bref, on a



Pantxo Tellier

## Y basque

**L**E calendrier est et restera inchangé pour le GPSO, il est impensable que RFF se dédise après sept ans d'études accélérées. Lors de ces études, la situation outre Bidassoa n'a jamais été prise en compte que ce soit au niveau calendaire, capacitaire ou de l'évolution du projet de Y Basque depuis 2006. Ce que prévoit Urkullu au-delà de 2017, ce n'est pas l'achèvement des travaux mais l'arrivée des AVE (TGV espagnol) sur les voies existantes rénovées à Donostia à partir d'Astigarraga, et la liaison (fret et voyageurs) avec le réseau européen toujours sur la voie existante à Irun. La date de la liaison à grande vitesse avec Madrid est inconnue à ce jour.

Madrid-Valladolid, grande vitesse pour voya-

**Aux lecteurs et lectrices d'Alda!**

Depuis janvier 2006, *Alda!* a accompagné, et nous osons l'espérer complété Enbata de ses réflexions et informations sur les alternatives écologiques et sociales en Euskal Herria et dans le reste du monde, ainsi que de ses débats et tribunes sur les stratégies abertzale passées ou actuelles.

Nous nous fixions alors les objectifs suivants (déclinés en décembre 2005 dans Enbata) :

*"Avec des enjeux de plus en plus urgents et dramatiquement importants, dans un monde de plus en plus complexe, face à une information particulièrement manipulée sous la coupe des multinationales et différents lobbies ultrapuissants ; il est indispensable de renforcer partout et en permanence, et par conséquent ici et maintenant, le débat et la réflexion collective sur le modèle politique, social et économique à proposer comme alternative à ce système actuel qu'il faut décidément transformer en profondeur et le plus tôt possible (...)"*

*A côté de cette réflexion régulière sur la question du projet de société, Alda! essaiera également d'animer un débat permanent sur la stratégie abertzale. (...) En connexion complète avec le programme de formation développé par ailleurs par la Fondation Manu Robles-Arangiz en Iparralde, le rendez-vous devrait être source d'enrichissement intérieur et d'ouverture sur l'extérieur."*

Nous espérons avoir tenu notre promesse. Après plus de 350 rendez-vous hebdomadaires, nous nous offrons aujourd'hui une pause provisoire, pour pouvoir nous consacrer pleinement à un nouveau défi, concernant l'ensemble du projet rédactionnel *Enbata-Alda!*

Ce n'est donc qu'un au revoir, nous nous retrouvons bientôt. Merci de votre fidélité et à très vite !

L'équipe Iparralde de la Fondation Manu Robles-Arangiz

**EUSKOA, EUSKAL MONETA EKOLOGIKO ETA SOLIDARIOA, WWW.EUSKALMONETA.ORG**

## Ongi etorri Eusko-ari



112 personnes ont participé à l'Assemblée Générale de lancement de l'Eusko à Ustaritz le samedi 26 janvier 2013

Ekonomiaren parte baten ber-tokiratzeko eta ber-orientatzeko helburuarekin, 2013ko urtarrilaren 31tik goiti, Eusko-a Iparralde osoan ordainketa egiteko molde zehatz bat bilakatu da. Bai Iparraldeko eta bai Hegoaldeko Euskal Herriarrek oraindik beren erosketak egiten ahalko dituzte euskal moneta ekologiko eta solidario batekin.

Hemendik aintzina, nor nahik ordaintzen ahalko du bere kafea, bere ileak pikarazten ahalko ditu edo bere gasna erosten ahalko du euskozko billeteekin.

Aski izanen zaio Euskal Moneta elkar-tearen kide bilakatzea (internetez zuzenean: [www.euskalmoneta.org](http://www.euskalmoneta.org) helbidean

edo Hendaia eta Maule artean ia denetan presente izanen diren Aldagunetan), eta Aldagunetan, dituen euroen parte bat euskozko billete inprimitu eta segurtatuetan konbertitzea. Ondotik Eusko Sareko enpresa eta komertzioetara joaiten ahalko da, haien zerrenda zehatza erakutsiko duen gida lortua ukanen baitu Eusko-kide gisa.

## **Ekonomia ber-tokiratu, eta euskara defenditu**

Enpresa horiek izenpetua ukanen dute Hitzarmen bat non sozial eta ekologia ikuspuntutik txarrak diren hainbat kriterio baztertuak diren. Bi desafioren gainean engaiamendu zehatzak hartuko dituzte.

Bata ekonomiaren ber-tokiratzearen arloan, bere ekoizpen eta zerbitzuak tokikoak izatea segurtatuz, eta bestea bizi publikoan euskararen promozioa egiteko arloan.

Enpresa horiek beharko dituzte berek ere berriz erabili gure erosketen ondorioz lortuko dituzten euskoak, berek ere euskoz ordainduak izaiten ahalko diren tokiko hornitzaileak atxemanaz.

Horretarat bultzatuak izanen dira zeren bestenaz, euskoen eurotarat konbertitze-ko unean %5a galduko dute eta.

%5 horiek tokiko elkarte bizia finantzatzeko balio izanen dute (%3ak) eta sistemaren ibilmoldea (%2ak).

Euskal Moneta elkarteko kide bilakatzen den pertsona oroko, bere hautuko elkarte bat sustatzen du (adibide gisa hartzen ahal dira Laborantza Ganbara, Enbata edo Bizi! Mugimendua edo ikastola bat, edo elkartasun mugimendu bat, edo elkarte kultural edo humanitario bat, edo kirol elkarte bat, etab.).

Euroak euskotan konbertituko dituen aldi oro, pertsona horrek eusko bat lortuko du trukatu duen euro bakoxtarentzat, baina konbertituak izanen dituen baloreen %3a joanen da sustatzen duen elkartearen kondurat.

Konbertituak izanen diren euskoak NEF banku alternatiboan ezarriak izanen dira proiektu ekologiko eta sozialen finantzatzeko. Hori egina izanen da Herrikoa aurrezki eta inbertsio sozietatearekin den elkarlanari esker. Hots konbertituak izanen diren balore horiek tokiko garapenerentzat estrategikoak bezala kontsideratuak izanen diren proiektuen finantzamenduan parte hartuko dute.



*"L'objectif de cette monnaie locale basque est bien évidemment de retirer le plus possible de notre pouvoir d'achat des circuits de l'économie spéculative et globalisée, et de lancer dans des logiques de développement local, écologique et solidaire."*

### **Beste Euskal Herri baten aldeko egun guzietako bozka txartela**

Tokiko euskal moneta honen helburua, argi eta garbi da, gure erosmen ahalmeneko diruaren kentzea ekonomia espekulativo eta globalizatuaren saretik, eta ahalmen hori tokiko garapen ekologiko eta solidarioan xertatzea.

Lurralde eremu zehatz bati lotua izanen den erosmen ahalmen hori ezpiritu zehatz batean engaiatu diren enpresa berezi batzuri mugatua izanen da. Ondorioz lurralde horretan moneta berezi hori euroa baino 2,5 aldiz gehiago itzuliko da (2003tik geroztik alemanian diren tokiko monetei buruzko estatistikek erakusten duten bezala). Aberastasunen sortzea monetaren zirkulazioari lotua denez, hola-ko tokiko moneta baten garrantzia argi geratzen da!

Noski, Euskal Herriko Laborantza Ganbara sortu zen garaian gertatu bezala, Euskoaren sortzea ez da gertakari neutro bat bezala kontsideratua izaiten ahal Frantses Estatuak guttienezko ezagupen eta izaitze instituzionala errefusatzeko dion Iparraldeko lurralde honetan. Euskoak, Iparraldean bakarrik erabilia izaitzearen medioz eta euskararen erabilpena sustatuz, ororen buru lurralde zehatz bat, Ipar Euskal Herria, defintzen du eta bizi arazten du.

Zonbait egunen buruan, Angelun edo Atarratzen norberak Euskoen bidez bere ogia erosterat, Euskal Herriaren parte izaitzearen afirmazio ekintza bat irudiztatzen ahalko du. Jestu hori, keinu ttipi bat baina egunerokoa izanen da sozialki eta ekologikoki arduratsuagoa izanen den ekonomia humanoago baten alde. Hots, Euskoaren billete oro beste Euskal Herri baten aldeko egun guzietako bozka txartela bilakatuko da.



Une partie des organisateurs de l'Assemblée Générale du samedi 26 janvier 2013 qui a porté sur les fonts baptismaux l'association Euskal Moneta

Ici, nous acceptons l'eusko.

Hemen, euskoa erabiltzen dugu.

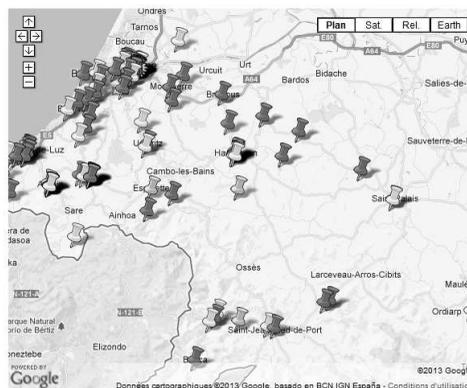


www.euskalmoneta.org



Actualités - Azken berriak | Le projet - Proiektua | Participer - Parte hartu | Contact - Harremanak | Annuaire - Aurkitzea

L'annuaire des premiers prestataires -  
Lehen zerbitzu emaileen aurkitzea



CHERCHER DES PRESTATAIRES - ZERBITZU EMAILEAK BILATU

Search Term  
Enter a location

- Select Category
- Alimentation - Janari
  - Association - Elkarte
  - Bar Restaurant - Ostatu
  - Jatetxe
  - Commerce - Komertzio
  - Habillement - Arropa
  - Services - Zerbitzu

Devenez association bénéficiaire  
Elkarte onuradun biaka zaituzte

Questions / Réponses des utilisateurs et des professionnels

Erabiltzaileen eta profesionalen galdera - erantzunak

Plus de 190 prestataires localisables sur [www.euskalmoneta.org/annuaire-des-prestataires](http://www.euskalmoneta.org/annuaire-des-prestataires)

# Aldagune Bureau de change

HERRIA / VILLE	ALDAGUNEAK / BUREAUX DE CHANGE
Baiona - Bayonne	Bar - Tabac - Presse Le Fandango
	Café des Pyrénées
	Jardinerie Lafitte
Bastida - La Bastide	Bastide et Gourmandises
Donapaleu - Saint-Palais	Droguerie Harguindeguy
Donibane Garazi - Saint-Jean-Pied-de-Port	Alimentation- Bar -Tabac Paris
Donibane Lohitzune - Saint-Jean-de-Luz	Textile - Souvenirs - Boutique Marigorri
Ezpeleta - Espelette	Hôtel Restaurant Euzkadi (Darraidou)
Hazparne - Hasparren	Crémerie - Fromagerie Hamalaua
Hendaia - Hendaye	Bar Xaia (Béhobie)
Itsasu - Itxassou	Boulangerie Krakada
Maule - Mauléon	Xibero Bio - Epicerie Bio
Senpere -Saint-Pée-sur-Nivelle	CKB Bijoux Création Couture

Les bureaux de change permettent d'adhérer à l'association Euskal Moneta et de changer ses euros en eusko !

# Questions-Réponses sur l'Eusko

## POUR LES UTILISATEURS

### L'eusko : c'est quoi et pourquoi ?

L'eusko est le nom de la monnaie locale basque, écologique et solidaire qui circulera à partir du 31 janvier 2013.

Le principal objectif de cette monnaie est la relocalisation des achats. Ainsi l'eusko permet la redynamisation de l'économie locale, des projets associatifs, la promotion de la culture et de la langue basque, ainsi que la mise en œuvre de pratiques socialement et écologiquement responsables.

### L'eusko : on s'en sert comment ?

1 euro = 1 eusko. Il s'agit d'un titre de paiement, comme le sont les chèques cadeaux ou les titres tickets restaurant. Les eusko seront échangés contre des euros dans des bureaux de change, dont la liste sera disponible en janvier. Les coupures seront de 1, 2, 5, 10 et 20 eusko.

### L'eusko : ça concerne qui ?

Cela concerne tous les particuliers (c'est-à-dire les consommateurs), toutes les entreprises (commerçants, prestataires de services, entreprises, paysans, artisans...), ainsi que les associations.

### Où dépenser les eusko ?

Il sera possible de faire des achats en eusko chez tous les prestataires de biens et de services (coiffeur, boucher...) ayant reçu l'aval du comité d'agrément. Un annuaire sera disponible dès le 31 janvier 2013.

### Un comité d'agrément pourquoi ?

Le comité d'agrément garantit simplement un réseau de prestataires en adéquation avec la charte et l'éthique de l'eusko.

### Les 3% pour les associations : c'est quoi ?

A chaque adhésion, le particulier désigne l'association qu'il souhaite soutenir. A la fin de chaque semestre, un don (en eusko) équivalent à 3% des sommes échangées par ce particulier est effectué à l'association qu'il a désignée.

Pour bénéficier des 3%, l'association à but non lucratif doit être au préalable approuvée par le comité d'agrément et obtenir un minimum de 30 parrainages.

### L'eusko : j'adhère comment ?

Pour utiliser l'eusko il faut être membre de l'association Euskal Moneta.

Il est possible d'adhérer via le site internet [www.euskalmoneta.org](http://www.euskalmoneta.org) ou bien sur papier libre devant comporter obligatoirement les mentions suivantes : nom, prénom, adresse, code postal, ville, e-mail, téléphone, et l'association bénéficiaire de votre choix. L'inscription doit être accompagnée du montant de l'adhésion annuelle comprise entre 5 et 20 € selon les possibilités de l'utilisateur.

### L'eusko c'est contre l'euro ?

Non. L'eusko ne remplace pas l'euro.

Il s'agit d'une monnaie complémentaire. En convertissant et en faisant circuler les eusko, nous créons un pouvoir d'achat captif au Pays Basque nord. Ainsi, le circuit économique local est redynamisé, ce que les euros ne permettent pas. Pour autant, certains paiements resteront en euros (charges, impôts, fournisseurs encore indisponibles en Pays Basque...).

### Et les faussaires ?

Afin de se prémunir des faussaires des dispositifs de sécurité ont été intégrés aux billets (dorures à chaud, encre phosphorescente, papier filigrané...).

### Je perds de l'argent avec l'eusko ?

Non. Pour 100 euros convertis vous recevez 100 eusko. Vous ne perdez pas de pouvoir d'achat.

### Comment fait-on pour les centimes ?

Il est conseillé de faire l'appoint en euro : si l'article vaut 5,50 € le consommateur donne 5 eusko et 50 cts d'euro. Le commerçant peut éventuellement rendre la monnaie en euro sur un billet d'eusko.

## Une monnaie papier uniquement ?

Une monnaie électronique viendra prochainement compléter le système de monnaie papier.

## La monnaie locale : une invention récente ?

Non. Le principe et le système de la monnaie locale existent déjà.

A titre d'exemple au Chiemgau, en Allemagne (comptant 280 000 habitants, région mixte de zones rurales et de petites villes comprenant entre 10 000 et 50 000 habitants, c'est-à-dire une région relativement semblable au Pays Basque) une monnaie locale, le Chiemgauer, existe depuis 2003. Actuellement les entreprises réutilisent 73% de la monnaie locale émise. De plus, leur monnaie locale circule 4 fois plus que l'euro.

Il existe plus de 5 000 expériences à travers le monde. Il en existe également plus près de chez nous, comme dans le Lot et Garonne ou bien à Toulouse.

## POUR LES PROFESSIONNELS

On retrouvera les réponses aux questions ci-après à l'adresse internet suivante [www.euskalmoneta.org/questions-reponses](http://www.euskalmoneta.org/questions-reponses):

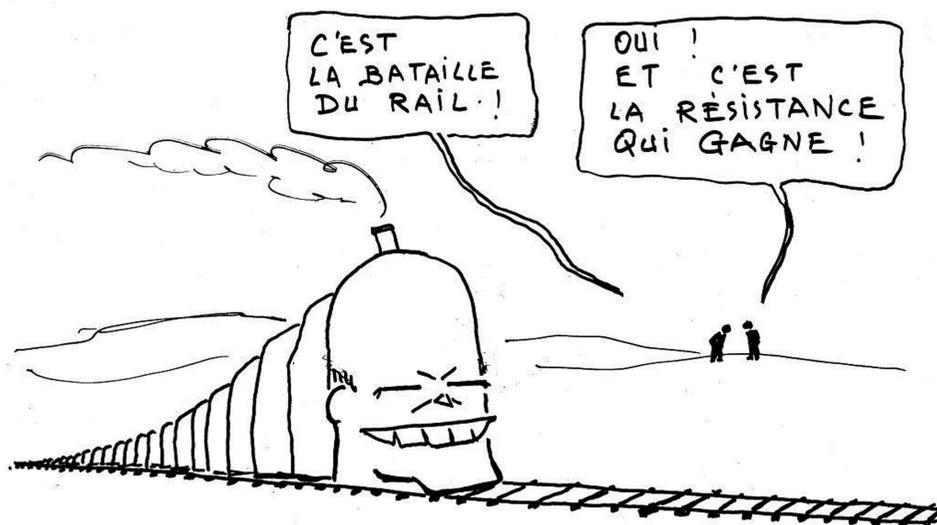
*Comment se passent les paiements en eusko ? Comment est-ce que je rends la monnaie ? Il me faut une double caisse ? Qu'est-ce que je fais de mes eusko ? Est-ce qu'il est possible d'échanger les eusko contre des euros ? Est-ce qu'on pourra payer ses fournisseurs à distance ? Et en termes de communication, qu'est-ce que ça m'apporte ? Qui peut devenir membre d'Euskal Moneta et détenteur d'eusko ? Comment l'eusko favorise-t-il les pratiques sociales et écologiques ? Mais il faut parler basque pour entrer dans le réseau ? On s'engage pour combien de temps ? Pourquoi entrer maintenant ? Je préfère attendre que la monnaie soit lancée pour voir... La commission de 5%, ça fait beaucoup ! Et l'adhésion est trop chère...*

□



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrkia  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrfundazioa.org](http://www.mrfundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



voulu nous amuser, nous et les élus, avec un dispositif dont on savait, dès le départ, qu'il ne pourrait émettre un avis avant 2022 soit 5 ans minimum après la liaison UIC attendue à Hendaye. Ce dispositif était du même acabit que celui de la médiatrice venue nous apprendre que ce ne serait pas 60% comme annoncé par RFF, ou 80% par la CCI, mais à peine 35% du tronçon qui serait enfoui en Pays Basque.

**Enb. : Quel est votre sentiment sur la nouvelle somme dégagée par Rousset et le Conseil régional pour les études complémentaires sur le GPSO ?**

**P. T. :** Rendre le projet inéluctable est devenu une obsession chez Rousset. Récemment, Il a fait voter par le Conseil régional un budget de plus de 11 millions d'euros permettant la poursuite des études mais surtout l'acquisition à l'amiable de foncier nécessaire à la construction de la ligne nouvelle. Cette disposition représente un grand danger pour les impactés de la LGV les plus vulnérables. En effet, le foncier sur et proche du fuseau de la LGV a déjà perdu une partie importante de sa valeur et sera donc acquis à "vil prix" par la Région. Le problème est que les personnes

mandatées pour l'opération ont l'habitude de ce genre de démarches et choisissent en priorité les personnes les plus vulnérables et souvent, font signer des documents provisoires ou partiels dans lesquels ne figurent pas tous les éléments nécessaires. Ce qui a pour résultat de léser ces personnes au moment de conclure la transaction. Par exemple, on a vu de nombreux cas où les expropriés n'avaient pas été payés alors que les travaux avaient commencé.

D'autre part ces transactions servent de base d'évaluation lors des expropriations des impactés ayant refusé de signer «à l'amiable». Imaginons que le projet ne se fasse pas, ce foncier acquis à bas prix et devenu la propriété de la Région, se retrouve sur un marché qui a retrouvé toute sa valeur, c'est-à-dire des perspectives de belles plus-values à la clé. Cela s'appelle de la spéculation. C'est ce à quoi se livre notre Région et quand on voit qu'elle convoite l'EPFL mis en place chez nous, cela doit nous interpeller. Il est impératif que tous les propriétaires impactés et susceptibles d'être approchés refusent tout contact et se rapprochent des associations anti LGV prêtes à les soutenir.

**Enb. : De nombreux articles ont été récemment publiés qui expriment des doutes sur la faisabilité financière et la rentabilité de tels projets. Quelle est votre analyse ?**

**P. T. :** Rousset n'a pas de doute sur la faisabilité financière du projet, seulement des craintes (justifiées) quant à la prise de conscience des collectivités territoriales qui sont et vont être appelées à financer. En son temps, il a été un des plus grands détracteurs des Partenariats Public-Privé (PPP) qu'il a qualifiés de poison insidieux et de fuite en avant aux conséquences imprévisibles. C'est pourtant ce qui a été mis en place entre RFF et Vinci pour le tronçon Tours-Bordeaux. Et c'est ce qu'il défend à présent, sans trop le dire, pour les tronçons au sud de Bordeaux. De plus, il se bat aujourd'hui pour que de plus grandes compétences soient attribuées aux Régions leur permettant notamment de contracter directement avec l'Europe dont il dit pouvoir obtenir 1 milliard de financement pour les GPSO (qui coûteront au bas mot 15 mil-

liards). Quand on voit le budget européen qui vient d'être adopté, cela relève de l'inconscience.

Il a appelé à la rescousse son "ami" Hollande dont il connaît bien le "moi profond" et celui-ci n'a pu qu'être on ne peut plus imprécis, comme à son habitude, sur «la suite qui passera parce que ça doit passer». Chacun n'a eu de cesse que d'interpréter à son avantage ces propos imprécis à l'instar de Gilles Savary qui en a profité pour qualifier son ami Rousset de «monomaniaque de la grande vitesse». Ambiance!

Un tiers du réseau actuel était rentable avant que RFF n'augmente ses péages. Aujourd'hui avec leur relèvement, la "vache à lait" de la SNCF se transforme en boulet et plus l'on met en service des kilomètres de voies nouvelles, plus le déficit augmente. Globalement la grande vitesse, exploitation et infrastructure réunies, générerait une dette de 130 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030 si rien n'est fait pour arrêter cette dérive déficitaire selon le Cercle des transports.

La grande vitesse ne profite qu'à 8% des usagers du train et avec l'augmentation programmée des prix du billet, cette frange va s'effriter ce qui rendra le billet encore plus cher à moins que le contribuable ne mette un peu plus la main à la poche. Aujourd'hui la polémique enfle sur le coût de la Tours-Bordeaux\*, depuis longtemps nous dénonçons la sous-estimation des coûts et la surestimation des trafics, nous en avons là une preuve supplémentaire.

De plus en plus de voix s'élèvent, à raison, pour arrêter le massacre, il faudra qu'un jour elles soient entendues et le plus tôt sera le mieux.

**Enb. : Parallèlement que pensez-vous des projets de régionalisation de certaines lignes (Hendaye-Bayonne-Toulouse par exemple) prévus dans le projet de loi de l'acte III de la décentralisation ?**

**P. T. :** La gestion au plus près du citoyen est un bien en soi, donc la régionalisation ne devrait apporter que des plus au citoyen, en matière de service public. Hélas en matière de transports ferroviaires les dérives du Duc d'Aquitaine pour privilégier la grande vitesse vont laisser exsangues les capacités financières et c'est plutôt à des abandons de pans entiers de services publics auxquels nos enfants doivent s'attendre.

## e et GPSO

geurs uniquement est en service.

Valladolid-Ventas de Baño: mixte voyageurs (350km/h)-fret (120km/h) est en travaux, date d'achèvement inconnue.

Ventas de Baño-Vitoria: grande vitesse exclusivement voyageurs est en travaux, date d'achèvement inconnue.

Y basque mixte voyageurs 220km/h-fret 120km/h est en travaux, date d'achèvement inconnue.

Malgré toutes ces incertitudes et tous ces changements RFF prévoit de commencer les travaux Bordeaux-Hendaye en 2017. Seules la détermination et la mobilisation des populations sont en mesure de stopper le projet.

P.T.





## LGV l'obsession



Actuellement, une capacité conséquente existe sur le tronçon Hendaye-Pau-Toulouse pour le développement des TER déjà sous responsabilité de la Région. Or, moins de 70.000 voyageurs, à peine plus que Bayonne-Garazi, empruntent les 27 trains quotidiens vers cette destination soit moins de 10 passagers par train en moyenne. La ligne est en piteux état, au point que certains trains passent par Dax pour rejoindre Pau. Pourtant la région qui se targue d'investir dans la mobilité de demain refuse d'investir dans le potentiel de l'existant afin de privilégier une infrastructure pour une élite. Ce doit être cela la "social-démocratie"!

Le GPSO est inutile, les preuves s'accumulent au grand jour, nous avons raison depuis le début, c'est pour cela que ce combat ne doit pas s'arrêter car nos adversaires (grands élus, lobby du BTP) ont encore beaucoup de ressources. Notre lutte est juste et justifiée et la seule issue doit être l'abandon sans délai des études. La montée en puissance des Régions représente un danger pour notre territoire, nous devons rester vigilants et nous mobiliser.

\* Guillaume Pépy, PDG de la SNCF, a laissé entendre que le coût de construction du tronçon Tours-Bordeaux pourrait passer de 7 à 10 milliards (+40%).

## Alerte!

### Risque de spoliation

Le Préfet de Région et RFF ont décidé d'accélérer les procédures afin de rendre le projet de LGV Bordeaux-Espagne inéluctable.

Ainsi, RFF prévoit d'organiser «des réunions publiques de proximité» et surtout «des contacts individuels avec les personnes directement impactées et les riverains les plus proches».

De son côté, la Région a débloqué 11,6 millions d'euros «pour débiter rapidement les études complémentaires préalables à la déclaration d'utilité publique et les acquisitions foncières anticipées».

Faites connaître ce message autour de vous ainsi qu'aux personnes impactées dans le fuseau ou à proximité.

Il faut les mettre en alerte pour qu'elles ne répondent pas à ces prises de contact, qu'elles ne signent aucun document et qu'elles ne cèdent pas au chantage que ne manquera pas de faire RFF.

Rien n'est décidé, la commission parlementaire n'a pas statué, RFF et la Région tentent de passer en force. Toute personne contactée est invitée à se rapprocher de l'association la plus proche.

# Otsail ostegunak

**A**ZKEN denboretan, hizkuntza oinarri eta ardatz hartzen duten elkarte zenbait deklaratzeko ari da han-hemenka.

Egia erran, hizkuntza helburu soil izatetik nardatzen hasiak ginen aspaldi, eta bideko esperimentazioeri esker, elkarte gisa egituratzeko indarrak biltzen ari dira, hizkuntza bere lekuan ezartzeko, komunikazio-tresna eta harremanen lotkia naturala bezala beraz.

Aitzinamendu bat gehiago da iparraldeko euskalgintzaren partetik.

Gure hizkuntzaren sustengua historia(k) eginen d(ir)enean, aro desberdinak bereiziko diren bezala, egoera diglosikoari buru egiteko nekezia eta ezintasunen arrosario batekin topo eginen dugu ere... Maiz, "beste" hizkuntza erabili(tzen) baitugu, beti arrazoi arduratsuz justifikaturik, onezia inoxentez ez bada, ikusi nahi izan gabe balizko onurak, berehalako kaltea eragiten duela "gureari".

Zeren, dena da on hizkuntza zapalduaren zokoratzeko, mendratzeko, eta aro bakoitzak bere gisako intolerentzia "hiztunzidoaren" ixurtzeko. Lehen mehatxu, geroago ele-zuri, eta gaur krema lasaigarriak hedatzen dira. Ondorioz, elitearekin identifikatu beharra (eta populu ezjakinetik bereiztearena) izaiten da tendentzia, edo progresoak dakarkeen hobekuntza bere hizkeraren adoptatzetik heldu delako ustea, eta azkenki multikulturalismoaren eta izpiritu idekiduraren izenean, gure hizkuntza soinu eta edergailu bat gehiago izatera dedikatzen da.

Joan den larrazkenean, Zabalik elkarteak ere

# ZABALIK

## 2013ko OTSAIL OSTEGUNAK

7

**Piarres Aintziart : bizitza baten lekukotasuna...**

Zenbat bizipen, hainbat gogoeta-gai...  
Piarres AINTZIART, idazlearekin

14

**Nola "bizi" heriotza ?**

Heriotza untsa bizitzeko bideak...  
Ainhoa ARBURUA, psikoterapeuta SENDA Fundazioan

21

**Biktimak, amnistia, adiskidetzea ...**

Eta orain zer ?  
Emilio Lopez Adan BELTZA, analista engaiatua

28

**« Euskara jendea » dokumentalak**

Aitzin proiektio mundiala Amikuzen ...  
Adur LARREA, grafista eta XAMAR, gidoigilea.

## DONAPALEUN

**Lau mintzaldiak (eta trago bat ondotik) :**  
Herriko Xerbitxugunearen gibekeko salan  
arratseko 8ak 30tarik 11ak arte.



egin du bere "coming out-a". Bere aitzineko jardunetarik libratua (kanporatua) izanki, bost urteko gogoeta eta eraikuntza lan baten ondorioz, hastetik-buru euskaraz funtzionatzen den jende eta elkarte multzo baten bilgune deklaratu da oraindik aitzina.

Xede horretan bazira zu ere, ongi etorria izanen zira sorgune honetara: zauri, come on!

## Chers lecteurs,

*Il y a 50 ans, le 15 avril 1963, naissait à Itsasu le mouvement Enbata. Cette célébration est pour nous l'occasion de renouveler en profondeur notre hebdomadaire, d'adapter son projet éditorial et de l'ouvrir à d'autres publics. Nous reviendrons sur ces modalités de relance.*

*L'équipe d'Alda, de son côté, se consacre à une organisation rédactionnelle modifiée et en dessine les contours. Elle cessera, pour un temps, sa parution. Le cahier Alda de cette semaine sera ainsi le dernier avant de reparaitre sous d'autres formes.*

*Le directeur de la publication  
Jakes Abeberry*



# Retour sur une année navarraise

(Suite de l'Édito de la page 2)

et que cette agitation ne mènera à rien, sinon à brouiller le message abertzale «conventionnel». C'est faire une erreur d'appréciation et sous-estimer le puissant effet catalyseur que produit encore chez la plupart des Navarrais la seule évocation de leur Etat perdu. Ainsi, partant de cette réalité, les vallées du Roncal, du Salazar et d'Aezcoa où le basque s'était perdu, réapprennent la langue de leurs ancêtres et organisent des conférences en euskara, de nombreux villages espagnolisés du centre et du sud de la Navarre redécouvrent, par le biais de mintzaldi, les grands moments de leur riche histoire, le dessin animé en langue basque Gartxot, portant la griffe navarraise d'Asisko Urmeneta parcourt les salles sombres de tout Euskal Herria, le drapeau rouge-et-or, débarrassé des vieilles chaînes qui l'entravaient, refléurit partout, supplantant parfois l'Ikurriña. Les Navarrais se réapproprient leur identité et le font savoir à tous les Basques. Le mouvement est même accompagné par des spectacles, dont Amaiur, surgi de la créativité toute souletine de Pierpol Berzaitz, a illuminé l'été.

Les abertzale ont tout à gagner de ce réveil navarrais car, même s'il ne vient à l'idée de personne de recréer un royaume à Pampelune, il ne faut pas oublier que, s'il y eut un Etat transfrontalier qui unissait les Basques des deux côtés des Pyrénées, c'est bien du royaume de Navarre qu'il s'agit. Et qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, d'Euskal Herria il n'y aura point sans une Navarre debout.

## Jean-Marc-en kronika



# L'unité dans la diversité

**D**ÉBUT 2011, quelques compagnons de route abertzale, volontairement taquins à leurs heures, devisent sur leur thème favori: l'avenir du mouvement abertzale. Quelques semaines après l'annonce choc d'ETA, la violence politique abertzale semble avoir vécu et ces vieux mammoths de la politique basque se persuadent que le moment est venu de lancer une initiative...

Eux, ils (re)viennent de loin. Frustrés sans doute de ne pas avoir vécu les événements de mai 1968 en direct live, et comme toute cette génération militante du baby boom, ils s'imbibent, dès leur adolescence, du slogan «Elections pièges à cons». Le mouvement «Herri taldeak» de fin 70-début 80, composé presque exclusivement des générations nées dans les années fin 50-début 60, veut faire la nique aux vieux de 40 ans et plus, qui, avec EHAS notamment, se compromettent en 1981 avec l'ennemi (le PS). Jusqu'au milieu des années 80, donc, point de participation électorale. Et à partir de là, par on ne sait quel revirement, le «combat institutionnel» s'insère dans la «complémentarité des luttes». Et là, kasu, on allait tout casser. Electoralement s'entend. Emballés (déjà) par le slogan «Ainitz gira bil gaiten» et engagés sous l'étiquette «EMA» — un précédent rassemblement des micro partis abertzale de gauche — nous obtenions royalement 3,77% aux élections législatives de 1986. Un poil de plus que EHAS en 1978 (3,59%) et de moins qu'Enbata en 1967 (4,63%). «La pente est rude» comme dirait Jean-Pierre et la route sera donc longue...

Après avoir fédéré les élus abertzale et à nouveau les trois partis abertzale de gauche, la démarche «Bil gaiten» veut, dès ce mois de juillet 2011, «parvenir à un renforcement de notre Projet abertzale, fondé sur des valeurs de gauche et écologistes, qui devrait, entre autres, contri-

buer à une représentation beaucoup plus importante dans la vie institutionnelle d'Iparralde». Or, cet appel n'est pas un simple rassemblement politique familial. Le texte fondateur de Bil gaiten indique que des «abertzale se sont maintes fois retrouvés au coude à coude avec des militants et des élus venant d'autres sensibilités politiques... Un nouvel élan (...) au-delà du cercle abertzale s'inscrit dans cette ouverture (...) notamment lors des consultations électtorales». Dès lors, les élections municipales, celles qui sièent le mieux aux abertzale parce que de proximité, sont lancées. La démarche Bil gaiten constitue une boîte à outils d'importance et un lieu de formation ad hoc pour celles et ceux qui prétendent à la représentation du mouvement abertzale. Elle permet aussi, tout en fédérant, de laisser s'exprimer les spécificités des territoires, la diversité des situations en respectant les expressions locales. Et cela n'est pas une mince affaire. Mais l'espoir est là: de Saint-Jean-de-Luz à Arbonne, d'Ustaritz à Bayonne, les abertzale sortent des sentiers battus. Ils imaginent une route plus large, des espaces ouverts par un compagnonnage innovant, et une plus grande pluralité politique et humaine.

Enfin, la démarche Bil gaiten ose décomplexer celles et ceux qui se sentent en capacité de porter une parole sans porter le poids de la suspicion d'un ego démesuré. Elle redore le blason de la fonction d'élu en l'inscrivant dans une démarche, une organisation et un suivi collectifs. Elle nous invite à prendre nos responsabilités, à penser que nous devons mettre les mains dans le cambouis. Pour devenir un peu plus crédibles en portant haut et fort nos convictions, tout en démontrant à tout instant notre capacité du vivre ensemble dans une société d'Iparralde de plus en plus diverse.



Bizi! n'a pas manqué le rendez-vous du FIPA pour rappeler à Didier Borotra, maire de Biarritz, son engagement pris en 2012 d'aménager des pistes cyclables dans sa ville.





# Plus que jamais notre abertzalisme est un internationalisme

● Xabi Larralde

La crise de la zone euro n'est pas, comme on nous le répète, une crise des dettes publiques. Entre autres causes, elle repose sur de graves déséquilibres des balances des paiements. De quoi s'agit-il? Le passage à l'euro a fait sauter les barrières que constituent des monnaies différentes entre pays, et du fait de la constitution d'un grand marché intérieur européen, les pays qui avaient un avantage industriel initial ont renforcé leurs positions en bénéficiant des effets de tailles. Car d'une part, l'augmentation de la dimension de la production permet de faire baisser les coûts moyens — c'est ce qu'on appelle des économies d'échelles — et d'autre part, les activités aux niveaux de compétences élevés, comme la Recherche & le développement, génèrent des effets de concentration géographique, d'agglomération, car elles nécessitent une proximité avec les grands centres industriels. Ainsi, la zone euro est aujourd'hui scindée en deux. Au nord, les pays qui ont vu leur base industrielle se renforcer: Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Finlande. Et au sud, les pays qui ont subi un processus de désindustrialisation: la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, mais aussi la France. Comme la capacité d'une économie à exporter dépend en bonne partie de ses activités industrielles, les pays du nord de la zone euro exportent plus qu'ils n'importent: ils ont une balance commerciale excédentaire. Tandis que les pays du sud sont dans la situation inverse: ils ont une balance commerciale déficitaire, c'est-à-dire qu'ils importent plus qu'ils n'exportent. Un pays qui importe plus qu'il n'exporte vit en quelque sorte "au dessus de ses moyens"; il est dans l'obligation de trouver des modalités de financement de son déficit commercial. Or en zone euro, les pays n'étant plus dotés d'un pouvoir monétaire qui a été transféré à la Banque Centrale Européenne, les seules possibilités de financement des défi-

cits commerciaux résident dans des financements externes: acteurs des marchés financiers, ou soutien d'autres Etats. Les niveaux de désindustrialisation des pays du sud de la zone euro sont tels, qu'il faudrait une politique industrielle volontariste de plusieurs années (au moins 10 ans, voire plus...) pour y remédier. Dans cette situation, le devenir de la zone euro tient au fait que les pays du nord acceptent un système de transferts financiers vers les pays du sud, c'est-à-dire une évolution vers un modèle européen fédéral. Mais l'Allemagne en tête ne semble pas être disposée à cela. Elle pousse à des plans d'ajustement qui, au travers de l'austérité (notamment salariale), ont pour effet de comprimer la demande des pays déficitaires ce qui, en limitant les importations, devrait diminuer leurs déficits commerciaux. C'est un remède qui est aussi barbare que les saignées pratiquées en médecine à une certaine époque. Un remède pire que le mal, parce qu'il plonge les économies dans la dépression et génère du chômage de masse. On en est revenu ainsi à la logique des politiques libérales pratiquées au XIX<sup>e</sup> siècle, et dénoncées en son temps par J. M. Keynes qui les décrivait en ces termes: «*les remèdes au chômage chronique et intermittent se trouvaient tous exclus à l'exception des mesures destinées à améliorer la balance extérieure des revenus. (...) Le seul moyen pour les gouvernements de soulager la détresse économique de leur pays était de lutter pour la conquête des marchés extérieurs*». C'est ce que J. M. Keynes désignait comme étant le problème de la «*compétition autour des débouchés*» et qu'on nomme aujourd'hui... la «*compétitivité*». Or, rechercher un redressement économique en devenant plus concurrentiel que les autres pays est une logique de la compétition, qui, en situation de crise et de chômage massif, finit par opposer les peuples les uns aux autres. C'était le mes-

“ Plus que jamais, il est nécessaire d'affirmer que notre abertzalisme est un internationalisme, que nous nous battons pour une Europe fédérale des peuples.”

sage que voulait faire passer Keynes, qui, dans le même ouvrage écrit en... 1936, affirmait sans équivoque: «*il existe des causes économiques de la guerre, qui leur facilitent l'entretien de la flamme populaire, à savoir: la poussée de la population et la compétition autour des débouchés*» (*Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, trad. française éditions Payot, 1969, pp.374-375). En espérant que la crise de la zone euro n'aille pas jusqu'à réactiver des dynamiques de conflit, il est évident qu'elle va générer des tensions sociales énormes, ainsi que des formes de replis identitaires et de montée des nationalismes. Dans ce contexte, on ne va pas manquer de présenter les luttes en faveur de la souveraineté de nos peuples (Pays Basque, Catalogne, Flandre, Ecosse...) comme relevant d'une volonté de "régions" riches de se désolidariser des régions pauvres. Plus que jamais, il est nécessaire d'affirmer que notre abertzalisme est un internationalisme, que nous nous battons pour une Europe fédérale des peuples, que nous sommes totalement solidaires des autres Peuples et des classes populaires en souffrance, que l'auto-détermination vise aussi à permettre aux nations de reprendre en main leur destin économique face aux diktats du monde de la finance.

Postscriptum: une autre conclusion s'impose également; il serait temps que certains qui se disent "socialistes" révisent leurs fondamentaux en relisant, en autres, un auteur comme Keynes qui est censé constituer une référence incontournable de la pensée économique sociale-démocrate...

Notre couverture: Photo de l'Assemblée générale de lancement d'euskal moneta. Photo Irudien artzaina.

## Sur votre agenda

### Otsaila:

- **Larunbata 2a, ar. 6etan, ARRUNTZA** (Aldakurru salan). Behelaino antzerkia.
- **1tik 12ra, UZTARITZE**. Hartzaro festibala.
- **Larunbata 2a eta 9a, ZIBURU**.

### Ihauteriak.

- **Samedi 2, 10h, EZPELETA** (salle du Patronage). "Izan, un collectif abertzale au tournant des années 1980", conférence de Jean-Claude Larronde.
- **Samedi 2, à partir de 10h, EZPELETA**. Gazte Eguna.

- **Samedi 2, 12h, DONAMARTIRI** (la Place). 10<sup>e</sup> fête de Santa Ageda, Hommage aux prisonniers politiques basques et apéritif suivi d'un repas froid.
- **Vendredi 8, 19h, PAUSU** (Xaia). Eh mus txapelketa.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

- LGV: l'obsession d'Alain Rousset ..... 4, 9 et 10
- Otsail ostegunak ..... 10

- **CAHIER N°2 «ALDA!»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190